laTrompette

Brendan Smialowski/AFP/Getty Images

Accélération vers un Harmaguédon économique

Cela peut ne pas arriver cette année, ou l'an prochain—mais cela vient. Cela arrivera.

- Stephen Flurry
- 24/08/2005

Le budget fédéral proposé par le président Bush pourrait être décrit de nombreuses manières différentes. «Maigre» n'est pas l'un d'entre eux. Le plan de dépenses de *2,57 trillions* de dollars soumis au Congrès en février est encore le plus grand de l'Amérique—même s'il est «seulement» de 89 milliards de dollars de plus que l'année dernière. L'augmentation de 3,6 pour cent pourrait sembler modeste aux partisans du nouveau budget, mais uniquement quand on la compare à l'augmentation effrayante des dépenses du gouvernement depuis que le président est entré en fonction en 2001—soit une hausse énigmatique de *33 pour cent*.

Pour réduire les dépenses au niveau où elles étaient *il y a juste quatre ans*, le président devrait couper UN QUART de sa proposition de février! «D'accord, mais l'Amérique est en guerre», pourriez-vous penser. «Elle *a dû* augmenter ses dépenses pour la défense.» *Peut-être.* Mais comment expliquez-vous le fait que les dépenses ne concernant pas la *défense* ont, elles aussi, augmenté à la même vitesse au cours de la même période?

L'accoutumance de l'Amérique, analogue à la drogue, envers les dépenses d'argent—*argent qu'elle n'a pas*—est si imprudemment hors de contrôle *qu'une augmentation* de 3,6 pour cent d'un budget déjà gonflé est vu à Washington comme «se serrer la ceinture.»

Une proposition qui n'est que cela

Bien que beaucoup a été fait sur le plan de M. Bush, soit abandonner ou soit réduire le budget pour 150 programmes fédéraux, ces coupures doivent encore passer par le Congrès. Dans la proposition de budget de l'année passée, par exemple, le président avait proposé de réduire le budget de 65 programmes dans l'espoir d'économiser 5 milliards de dollars. Au final, *seuls cinq* de ces programmes ont en réalité été mis de côté.

Quant aux coupures proposées cette année, selon le *Washington Post*, «Presque chaque programme, ciblé en vue de son élimination, a un patron au Capitole et l'administration a rassemblé une liste qui peut se révéler particulièrement risquée» (7 février). Le *Wall Street Journal* a dit que les compressions proposées seraient dures à vendre, même dans le propre parti présidentiel. «Beaucoup de Républicains ont trouvé quelque chose qui ne va pas sur la longue liste des propositions de coupures budgétaires de M. Bush» (9 février). Selon l'échotière Véronique de Rugy, «les leaders de la Chambre et du Sénat ont déjà dit à la Maison Blanche que sur les 150 coupures proposées pas plus de deux douzaines seront probablement acceptées» (*National Review,* du 7 février).

Le Congrès n'est pas exactement connu pour ses économies de bouts de chandelles. On le connaît pour AJOUTER des projets «électoralistes» gaspilleurs, *en plus* des dépenses en factures à cause des membres qui essayent de s'assurer le retour de leurs électeurs. Des livres entiers en ont été écrits. Dans l'année fiscale 2004, par exemple, le Congrès a ajouté 67 milliards de dollars supplémentaires aux dépenses électoralistes du gouvernement, selon de Rugy. «Le Congrès», a-t-elle écrit, «est

adonné à l'électoralisme et à l'accroissement des dépenses … » (ibid.).

Pour le président, une façon de refréner ce penchant serait de mettre un veto aux projets de dépenses—c'est quelque chose qu'il n'a pas encore fait. Pendant son premier mandat, alors que les dépenses générales se sont accrues de 33 pour cent, *le Président Bush n'a jamais rejeté un projet de dépenses du Congrès en utilisant son droit de veto*Pas une seule fois!

Ceux qui critiquent le nouveau budget présidentiel ont aussi noté qu'il ne présente pas de dépenses complémentaires en Irak et en Afghanistan, que certains estiment s'élever à 80 milliards de dollars. Aussi, rien n'est mis de côté dans le budget pour la réforme de la Sécurité sociale, laquelle est devenue une des hautes priorités présidentielles pour son deuxième mandat.

Donc il nous reste ceci: un budget censément «plus maigre» qui projette en réalité une augmentation générale des dépenses de 3,6 pour cent—et cela suppose que les 150 coupures suggérées soient faites. Par-dessus le marché, les dépenses supplémentaires en Irak et en Afghanistan sont inévitables. La réforme de la Sécurité sociale pourrait coûter des dizaines de milliards complémentaires. Ajoutez à cela, les dépenses électoralistes du congrès.

Le jour qui a suivi la présentation de son budget au Congrès le président a dit dans un discours: «Il est essentiel que ceux qui dépensent l'argent à Washington adhèrent à ce principe. «Un dollar du contribuable doit être dépensé sagement ou pas du tout dépensé.»

Des paroles de sagesse pour sûr—mais seulement des mots.

Faire rétrécir le déficit

Le déficit, dont vous entendez tant parlé, est simplement le terme utilisé pour décrire combien les dépenses du gouvernement excèdent ses revenus annuels. L'année dernière, par exemple, le gouvernement avait environ 2,06 trillions de dollars avec lesquels travailler. Il a dépensé un peu plus de 2,47 trillions de dollars—412 milliards de dollars de trop—élevant le déficit au niveau le plus haut jamais atteint. Pourtant, plusieurs dans l'administration Bush ont été encouragés par ce chiffre parce que c'était significativement plus bas que le déficit projeté par la Maison Blanche pour 2004—521 milliards—une «économie» de plus de 100 milliards de dollars!

C'est le genre de raisonnement qui résume à peu près «la responsabilité fiscale», aujourd'hui.*Si nous ne dépensons pas autant que nous pensions pouvoir le faire, c'est que nous sommes pingres*. Ou, *si nous pouvons réduire le déficit par tel ou tel moyen, nous sommes sur la bonne voie*.

En réalité ÉQUILIBRER le budget (en dépensant seulement ce que vous recevez—rien de plus) est hors de question. Et mettre de côté certains de nos revenus en épargnant est tout à fait impensable et naïf! (Nous en reparlerons quand nous discuterons de la Sécurité sociale.)

L'objectif économique du président Bush, pour son deuxième mandat, est de réduire le déficit de moitié. (De toute façon, le plan de John Kerry, s'il avait été élu, était essentiellement le même.) Maintenant, que cela se réalise vraiment ou non (probablement non), *pensez à ce but*. Il veut réduire le chiffre du déficit utilisé (521 milliards de dollars) pour la projection de l'année passée, à 260 milliards avant 2009. Ainsi, le point de référence pour la responsabilité fiscale et le succès de Washington est: *Dépense excédentaire? Oui!—mais seulement pas autant que nous avons fait dans le passé*

Et souvenez-vous, que *ce* but ne sera pas atteint à moins que tout aille bien—croissance économique, pas de facture imprévue, etc. Par exemple, le budget de l'année prochaine de 2,57 trillions de dollars (qui commence le 1er octobre) projette un déficit de 390 milliards de dollars. Cette projection est basée sur la supposition que l'économie américaine augmentera les revenus de pas plus de 6 pour cent, donnant au gouvernement 2,18 trillions de dollars à utiliser. Et si l'économie ne croît pas aussi vite? *Le déficit sera plus grand*.

Faire la différence

Un commentateur de radio, conservateur, a défendu le plan économique présidentiel, en disant que le déficit budgétaire n'était pas «une grande affaire.» Même à plus de 400 milliards de dollars, a-t-il raisonné, le déficit s'élève encore à seulement 3,5 pour cent environ du produit national intérieur brut. Comparé au PIB, le déficit ressemble à de l'argent de poche.

Le problème est que c'est une comparaison injuste. L'année dernière, lePIB de l'Amérique a surpassé 11 trillions de dollars. De cela, «le salaire» du gouvernement (montant recouvré par le système fiscal) était d'un peu plus de 2 trillions de dollars. *Le déficit doit être comparé au salaire du gouvernement*(qui plane d'habitude autour de 18 pour cent duPIB)—PAS DU MONTANT DE L'ARGENT CIRCULANT À TRAVERS L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE—ce qui serait une juste comparaison.

Quand je vais à la banque prendre des dispositions pour un prêt, ils ne me demandent pas combien d'argent ma société produit. Ils me demandent combien d'argent ma société me paye! Maintenant, il peut être vrai que si ma société fait bien dans les années à venir cela puisse affecter mon salaire positivement. Si l'économie américaine continue à croître, il y aura davantage de revenus pour le gouvernement fédéral. Mais comment ces revenus en augmentation seront-ils utilisés, en

supposant que l'économie croisse vraiment? En se basant sur les antécédents épouvantables de Washington, CHAQUE DOLLAR SERA DÉPENSÉ.

Le déficit fédéral peut seulement être de 3,5 pour cent du PIB, mais il court à environ 20 pour cent du salaire du gouvernement. C'est le chiffre qui doit particulièrement effrayer tous les politiciens américains. Pour 100 dollars reçus, ils en dépensent 120.

Comment font-ils? De la même façon que vous le feriez, si vous dépensiez 20 pour cent de plus que ce que vous gagnez chaque année: en augmentant la dette.

La carte de crédit du Gouvernement

Essayer de quantifier une dette nationale de 7 800 000 000 000 de dollars n'est pas une chose facile. La meilleure façon est peut-être de répartir ce chiffre par personne, c'est-à-dire que chaque homme, chaque femme et chaque enfant aux États-Unis devrait payer plus de 25 000 dollars pour que cette dette soit réglée, ce qui n'est pas une somme dont dispose la majorité des Américains.

Ce qui rend cette somme astronomique d'autant plus démente, c'est le rythme avec lequel elle continue de progresser, comme si les politiciens croyaient qu'il n'y a aucune conséquence à porter un endettement aussi élevé. Fin 1989, par exemple, la dette fédérale était d'un peu plus de 2,8 trillions de dollars. Elle *a doublé* dans les années 1990—*en seulement 10 ans*. Considérez cela: Il a fallu *plus de six ans* pour que la dette nationale s'élève de 5 à 6 trillions de dollars. Pour passer de 6 à 7 trillions de dollars cela a pris *moins de deux ans*. Vous pouvez analyser toutes ces tendances et chiffres sur le propre site Web du Ministère de l'Économie et des Finances *(www.treas.gov).* (En entrant dans le site, recherchez la rubrique «dette nationale.»)

Comment le gouvernement peut-il échapper en entassant de plus en plus de dettes—et à un rythme à donner le vertige? Chaque fois qu'il atteint sa limite de dépenses il fait simplement grimper sa ligne de crédit.

Depuis 1950, le Congrès a relevé le plafond de la dette du gouvernement fédéral plus de 90 fois. *Cela doit lui sembler bien*. Il utilise non seulement «la carte de crédit» avec un abandon insouciant—il contrôle tout aussi bien les «limites» de dépenses.

La plus grande hausse de dépenses que le Congrès ne s'était jamais octroyée est arrivée le 23 mai 2003. Elle s'est élevée à 984 billions, haussant le plafond à 7,38 trillions de dollars. L'Amérique a grillé cela en 17 mois—*moins d'un an et demi*.

Quand c'est arrivé, l'Amérique a atteint le plafond de 7,38 trillions de dollars, seulement trois semaines avant les élections présidentielles de l'année dernière. Mais le Congrès, sous le contrôle des Républicains, a différé de relever le plafond des dettes, craignant le contrecoup des électeurs, le 2 novembre. (Des citoyens américains *sont* en réalité concernés par les excès des dépenses du gouvernement.) Cela a forcé le Trésor à faire une série de manœuvres rusées pour maintenir le gouvernement à flot.

Puis, comme sur un signal, le jour qui a suivi la victoire du Président Bush, en remportant son deuxième mandat, il a immédiatement pressé le Congrès à relever «la limite». Le Congrès s'y est soumis deux semaines plus tard en ajoutant 800 milliards de dollars, relevant ainsi le seuil de l'emprunt à 8,18 trillions de dollars.

Si tout va avec le nouvel objectif du gouvernement pour un budget «plus maigre», l'Amérique devrait se cogner au nouveau plafond vers la fin de cette année.

La Sécurité sociale dépouillée

En regardant la dette du Trésor, telle qu'elle est décomposée sur son site Web, vous remarquerez que les 7,8 trillions de dollars sont divisés en deux catégories: 4,6 trillions de dollars en «dette publique» et 3,2 trillions de dollars en intérêts «internes au gouvernement.»

Cette première catégorie est assez directe. Pour financer sa dette, le Trésor doit vendre des fonds (titres) américains d'État. Et puisqu'ils ajoutent chaque jour plus de 2 milliards de dollars à leur dette nationale, en liquidant des valeurs d'État et en attirant des investisseurs—tant au pays qu'à l'étranger—il est critique pour les États-Unis de continuer à vivre au-delà de leurs moyens. Approximativement 40 pour cent de leur dette publique sont contrôlés par des investisseurs étrangers. (Nous en dirons davantage un peu plus tard sur ce que cela signifie).

L'autre catégorie de dettes, «internes au gouvernement», concerne l'argent «retenu»que le gouvernement reçoit des contribuables et destiné à être redistribuer *plus tard* pour des programmes fédéraux, comme la Sécurité sociale, l'Assistance médicale, la Retraite de la Fonction publique et l'invalidité, etc. Parmi ceux-ci, la Sécurité sociale compose le plus grand gros morceau—pour un peu plus de la moitié de 3,2 trillions de dollars.

Quand le Président Franklin D. Roosevelt a fondé la Sécurité sociale en 1935, un montant a été alloué pour le programme dans le Trésor. En cas de bénéfices, tout argent non utilisé serait «investi» dans des obligations d'état. «S'élevant contre le FDR en 1936, le Républicain Alfred Landon l'a comparé à un père qui prélève de l'argent du salaire de ses enfants pour le

placer en vue de leur vieillesse, mais qui au lieu de cela le dépense en ne laissant aux enfants qu'une reconnaissance de dettes.» (*Wall Street Journal*, du 10 février). Roosevelt a gagné l'élection, mais au lieu d'aider a établir le débat sur l'excédent de la Sécurité sociale, il a aidé à établir un compte de «fonds en fidéicommis» séparé, pour toutes sommes d'argent inutilisées. Pendant plusieurs décennies suivantes, la plupart de l'argent entrant a été déboursé pour les prestations. Ainsi il n'en n'a jamais été mis de côté pour le fonds.

Pendant les années 1960, l'administration de Lyndon Johnson a fusionné le compte, avec plusieurs autres fonds fiduciaires, dans le total du budget du gouvernement fédéral.

Cependant, l'impact de ces changements sur le budget fédéral n'a pas été vraiment ressenti jusqu'en 1983, quand le Président Reagan a augmenté les impôts pour la Sécurité sociale, tout en réduisant simultanément les prestations des retraités. Dès ce bond en avant, les milliards de dollars de surplus de la Sécurité sociale ont afflué dans le Trésor. Et au lieu d'économiser l'excédent, le gouvernement l'a utilisé pour payer d'autres factures.

Il y a maintenant *1,6 trillions de dollars de reconnaissance de dettes du* gouvernement assis dans le fonds fiduciaire. Actuellement, au moins autant que le paiement des prestations, cette dette pose peu de souci—parce que davantage est encore payé dans le système que distribué dans des prestations aux retraités. Mais une fois que les enfants du baby-boom commenceront à être en retraite en 2008, le paiement de l'impôt démographique commencera à changer d'une manière dramatique, quand moins d'ouvriers payeront pour financer le système et que plus de retraités revendiqueront des prestations. Quelques analystes indiquent 2016 comme le carrefour: Non seulement «l'excédent» annuel aura disparu à ce moment-là, mais il n'en entrera pas assez pour payer les prestations. À ce point, en supposant que le gouvernement ne réduise pas encore les prestations ou n'élève pas l'âge de la retraite, ou il augmentera les impôts pour la génération suivante ou empruntera plus d'argent pour payer ses prestations promises.

Dans l'un ou l'autre cas, il œuvre comme un impôt double. Puisque le gouvernement est *aujourd'hui* incapable 'économiser les surplus de la Sécurité sociale pour l'avenir, il devra taxer *de nouveau* les Américains pour payer les prestations plus tard.

Les politiciens de Washington sont bien conscients de l'ampleur de ce changement, semblable à un tsunami venant de la mer bientôt, qui est la raison pour laquelle il y a beaucoup de débats dans les cercles politiques autour de, comment «sauver» la Sécurité Sociale—ou empêcher le programme d'aller «à la faillite.» Mais le problème n'est pas avec la Sécurité Sociale—il y a abondance d'argent entrant dans le système. Le problème est avec les politiciens qui ne peuvent pas tenir leurs mains hors de cet argent. Comme l'ancien membre du Congrès de Géorgie Newt Gingrich a dit dans un discours télévisé le 7 avril 1995, «la Sécurité sociale serait excellente si le gouvernement fédéral arrêterait d'emprunter l'argent.» Il avait raison, bien que le terme «emprunter» édulcore ce qui arrive en réalité.

Si les cadres de Enron, Tyco ou Worldcom recouraient à une telle mauvaise gestion financière, en escroquant les actionnaires de leur future retraite, ils termineraient en prison.

Quand les politiciens le font, ils sont réélus.

La dette cachée

Nous commençons en ce moment à gratter au-dessous de la surface pour voir COMBIEN le fardeau financier de l'Amérique est vraiment GRAND. Ce n'est pas seulement les déficits annuels et la dette nationale montante qui devraient concerner les Américains—même avec de tels niveaux fous de dettes, il y aura toujours des optimistes qui, à cause de la forte économie américaine, considèrent les dettes comme gérables. Mais quand vous combinez ces dettes massives avec le changement démographique et les promesses financières que les politiciens ont faites aux générations futures, les leaders, à Washington, devraient trembler dans leurs chaussures!

Comme Alain Greenspan l'a dit au House Budget Commitee (Comité du Budget de la Chambre) le 8 septembre de l'année dernière: «En tant que nation, il se peut que nous ayons déjà fait des promesses, aux générations à venir de retraités, QUE NOUS SERONS INCAPABLES DE TENIR.» C'est la manière dont le *président de la Réserve fédérale* voit les choses! Les politiciens sont devenus tout à fait bons en répartition, promesse après promesse, mais où sont les leaders qui ont la volonté de dire ce qu'il en est—pour prendre des mesures spectaculaires, pour au moins essayer de ralentir ce train incontrôlé? Peu désirent faire quoi que ce soit, de crainte de ne pas obtenir les voix du bureau.

Mais, plus que les politiciens, c'est l'Américain moyen qui devrait être inquiet. *Ce sont les Américains qui devront payer la note.* Trop d'Américains tournent le bouton, quand ils entendent parler du sujet des dépenses du gouvernement ou de la dette nationale. La plupart des Américains, tout comme leur gouvernement national, vivent bien au-delà de leurs moyens. La dette grand public en Amérique (celle de quantité d'Américains qui doivent de l'argent pour leurs voitures, leurs cartes de crédit et d'autres prêts divers) a dépassé la barre de 2 trillions de dollars. La dette des emprunts immobiliers (les sommes dues pour des maisons) est maintenant à plus de 7 trillions de dollars. Le tout totalisé fait 9,5 trillions de dollars, la dette personnelle s'élève à environ 85 000 dollars, dus par chaque foyer.

Combinez la dette personnelle avec les fardeaux fiscaux imposés par les politiciens aux Américains et cela fait un scénario effrayant. Et c'est *réel*—ce n'est pas une certaine fantaisie hollywoodienne. Avec tant d'Américains déjà endettés personnellement jusqu'au cou, comment la population américaine pourrait-elle être jamais capable de régler la dette accumulée par Washington?

Selon *USA Today,* «53 trillions de dollars sont ce que les administrations fédérales, locales et l'état ont besoin immédiatement—mettre de côté, faire des bénéfices, au-delà des 3 trillions de dollars d'impôts collectés l'année dernière—pour rembourser des dettes et honorer les prestations futures promises pour l'Assistance médicale, la Sécurité sociale et les pensions du gouvernement. Et comme un solde de carte de crédit impayé accumule l'intérêt, le problème CROÎT DE 1 TRILLION DE DOLLARS CHAQUE ANNÉE, L'ACTION DE PAYER LA DETTE ÉTANT RETARDÉE» (4 octobre 2004; c'est moi qui met l'accent tout au long). Ajouté à la dette personnelle, l'article estime que le poids de la dette caché sur l'obligation de chaque ménage de payer l'impôt est d'environ 473 000 dollars! C'est ce que chaque famille devrait payer *tout de suite* sous la contrainte de son gouvernement.

En outre, ce chiffre de 53 trillions de dollars ne ressemble pas à un emprunt pour une maison, a expliqué l'article. Ces 53 trillions de dollars sont ce que les États-Unis devraient payer tout de suite pour régler la dette. Mais si ces paiements s'allongent sur des décennies, comme pour le cas d'un propriétaire devant régler un emprunt, l'argent vraiment payé pour la maison serait beaucoup plus élevé à cause de l'intérêt. 100 000 dollars pour une maison, par exemple, coûteraient 193 000 dollars pour la durée d'un prêt sur 30 ans, en supposant un intérêt fixe de 5 pour cent.

Un jour, chaque Américain prendra conscience des conséquences désastreuses de ces promesses vides, de ces dépenses sauvages, de ces prévisions budgétaires irresponsables.

«Si une action n'est pas prise bientôt—alors que les enfants du baby-boom travaillent toujours et contribuent à l'impôt—LES CONSÉQUENCES POURRAIENT ÊTRE CATASTROPHIQUES», poursuit l'article. Considérez cela—ce n'est pas comme si cet avertissement venait de quelque fanatique sauvage aux yeux exorbités. C'est un article de *USA Today,* qui cite ce que pense Alain Greenspan! Selon ses rédacteurs, les conclusions de l'article sont semblables à celles faites «par les agences de surveillance du gouvernement tels que le Congressional Budget Office [Bureau du Budget du Congrès] et «par le Government Accountability [Bureau des responsabilités financières du gouvernement] et des groupes de réflexion respectés comme le conservative American Enterprise Institute [l'Institut américain des entreprises, conservateur], le liberal Brookings Institution [l'Institution Brookings, libérale] et le Urban Institute [l'Institut Urbain, apolitique].»

L'article cite Glenn Hubbard, qui a été président des Council of Economic Advisors [Conseillers économiques] du Président Bush. «Les leaders politiques savent que c'est un grand problème. Je sais que le président en est profondément conscient. Mais dans une année d'élection, il n'est pas facile d'en parler. Les solutions peuvent être très douloureuses. S'il est réélu, je pense qu'il en fera une priorité supérieure l'année suivante.» Depuis ce temps, bien sûr, le Président Bush a été réélu. Et dans le premier budget soumis pendant son deuxième mandat, il a augmenté les dépenses—*c›est quelque chose que le gouvernement américain a fait chaque année depuis le demi-siècle passé!*

Les prophètes de malheur dans la Majorité

En novembre, Stéphane Roach, économiste en chef de Morgan Stanley, a fait les titres des journaux avec des commentaires livrés lors d'une réunion privée à Boston. Selon *le Boston Herald,* S. Roach a suggéré que les États-Unis ont moins de 10 pour cent de chance d'éviter un HARMAGUÉDON ÉCONOMIQUE! «Roach voit 30 pour cent de risque d'avoir une récession économique bientôt, et 60 pour cent de risque que 'nous (les Américains) nous tirions d'affaire pendant quelque temps, et retardions l'Harmaguédon éventuel'» (23 novembre 2004).

Pour S. Roach, la question n'est pas si—mais *quand*. «Ce qui m'a frappé, c'est combien il était *extrême*—beaucoup plus, m'a-t-il semblé, qu'en public», selon une source qui a assisté à la réunion.

Selon S. Roach, l'Amérique doit importer 2,6 billions de dollars en argent comptant, *chaque jour ouvrable,* pour financer son accoutumance en dépenses—une somme qu'il croit à juste titre intenable.

Selon le *Herald*, «l'analyse de Roach n'est pas entièrement nouvelle. Mais les événements récents lui donnent une force supplémentaire.» Autrement dit, une majorité d'économistes prévoit des événements économiques catastrophiques à venir pour l'Amérique, à moins que quelque chose ne soit bientôt fait pour aborder le problème. «Des gens intelligents du centre ville sont d'accord avec beaucoup de ce que dit cette analyse. Il est indéniable que l'Amérique vit dans 'une bulle de dettes' de proportion record», conclut l'article.

Voici la façon dont l'auteur Gerald Swanson voit les choses: «Que les États-Unis d'Amérique puissent littéralement faire faillite n'est plus une fantaisie, mais une probabilité—à moins que nous (Américains) puissions arrêter le train qui nous précipite maintenant vers Harmaguédon. Si nous n'arrivons pas à mettre notre maison financière en ordre, bientôt, je suis convaincu que notre grande nation s'effondrera dans un temps très court, sous le poids de ses obligations financières» (*America the Broke)* [Amérique: la faillite!].

Le conseiller économique en chef du président Clinton de 1995 à 1997, Joseph Stiglitz, l'a dit de cette manière: «Les économistes reconnaissent que cela ne peut pas continuer. Nous pouvons emprunter et encore emprunter, mais en fin de compte il y aura un JOUR DE JUGEMENT» (*USA Today*, op. cit.).

L'ancien membre du Congrès de la Floride, Joe Scarborough, a écrit: «Il n'est pas inimaginable de prévoir un jour, quand les taux d'intérêt seront à 20 pour cent, que la Sécurité sociale et l'Assistance médicale soient réduites de moitié, les enfants laissés sans traitement mourront dans les parkings des hôpitaux, à cause de l'écroulement de la Caisse d'assurance maladie, tandis que les impôts seront relevés de 100 pour cent» (*Rome Wasn't Burnt in a Day)*—[Rome n'a pas brûlé en un

jour].

Le Président de la cour des comptes, David Walker, chef-comptable du gouvernement, dit: «J'essaye désespérément de faire comprendre aux gens ce que cela signifie pour notre pays, nos enfants, nos petits-enfants. La manière dont cela est résolu pourrait affecter non seulement notre sécurité économique mais aussi notre sécurité nationale» *(USA Today,* op. cit.).

Une menace à la sécurité nationale des États-Unis? Des conséquences catastrophiques? Une accélération vers Harmaguédon? Ce ne sont pas des prédictions d'extrémistes. C'est ce que disent des commentateurs *honnêtes*, des économistes, des politiciens et des conseillers personnels du Président.

Le danger de la dette

C'en est assez de ce que disent des hommes. *Qu'en est-il de Dieu?* Que peut-Il avoir à dire au sujet des dépenses hors contrôle et de la dette extrêmement élevée?

Les hommes ont inventé toutes sortes d'explications possibles pour excuser une vie couverte de dettes. Mais pour autant que Dieu est concerné, la cause sous-jacente de cette malédiction—*et c'est une malédiction*—c'est que nous vivons dans LA VOIE QUI CONSISTE À PRENDRE! Comme Joe Scarborough l'a exprimé dans un éditorial du *Wall Street Journal*: «De nos jours, si vous voulez une réduction d'impôt vous l'obtenez. Si vous voulez un programme social d'un trillion de dollars pour des médicaments, vous l'obtenez. Si l'aide aux entreprises et les subventions agricoles sont votre truc, vous avez de la chance. Vous voulez pousser les dépenses de la défense à plus de 400 billions de dollars? Pas d'inquiétude, soyez heureux. Vous voulez pousser les dépenses fédérales de l'éducation à un plus grand niveau d'expansion que jamais? C'est comme si c'était fait» (23 septembre 2004).

Chacun doit obtenir quelque chose, nest-ce-pas? Washington OBTIENT une provision illimitée de crédit donc il peut dépenser, dépenser et dépenser encore! Les citoyens Américains OBTIENNENT de généreux conseils des programmes sociaux. Les politiciens promettent d'augmenter les bénéfices donc ils peuvent OBTENIR plus de voix. Les lobbyistes donnent des pots de vin aux politiciens et financent leurs campagnes pour OBTENIR une législation favorable à leurs sociétés.

Et à tout moment, l'Amérique hypothèque de loin son avenir en louvoyant sur des trillions de dollars supplémentaires de dette chaque année! Dieu dit: «Le méchant emprunte et il ne rend pas (ne rembourse pas), le juste est compatissant et il donne» (Psaume 37:21). L'Amérique s'enfonce dans une fosse dont elle ne sortira pas—et tout cela à cause de l'égoïsme et de l'avidité.

Aux administrations présidentielles et aux politiciens; aux fédéraux, aux gouvernements des états et des comtés; aux grandes sociétés, aux petits commerces et aux entrepreneurs; aux économistes et aux responsables financiers; aux bénéficiaires d'aide sociale et aux retraités; aux familles et aux individus Dieu TONNE: «Considérez attentivement *vos* voies»! (Aggée 1:5).

Dieu a béni les États-Unis d'Amérique comme aucune autre nation dans l'histoire de l'homme. Comme Abraham Lincoln l'a dit un jour: «Nous nous trouvons en possession de la partie de la terre la plus favorable, en ce qui concerne l'étendue du territoire, la fertilité de sol et la salubrité de climat … Nous nous trouvons … les héritiers légaux de ces bénédictions fondamentales. Nous n'avons pas travaillé dur pour les acquérir ou les établir.»

Mais au lieu d'être dans la crainte de Dieu et dans l'humilité pour Son dévouement inébranlable à la foi d'un homme, Abraham (Genèse 22:16-18), nous avons oublié notre grand Dieu. Nous nous sommes attribué le crédit d'un bon nombre de ces bénédictions. Nous sommes devenus des gens auto-satisfaits et en tout ingrats et non reconnaissants.

«Vous semez beaucoup et vous recueillez peu», continu le prophète Aggée, «vous mangez, et vous n'êtes pas rassasiés, vous buvez, et vous n'êtes pas désaltérés; vous êtes vêtus, et vous n'avez pas chaud; le salaire de celui qui est à gages tombe dans un sac percé. Ainsi parle l'Eternel des armées: Considérez attentivement vos voies» (Aggée1:6-7).

Apparemment nous, Américains, ne sommes jamais satisfaits avec ce que nous avons—avec tout ce que Dieu nous a donné—nous continuons à hypothéquer notre avenir pour rassasier les désirs lascifs que nous avons MAINTENANT.

La fête pourrait continuer un peu plus longtemps, mais un Harmaguédon économique est inévitable. Nous tirons cette conclusion, non pas à cause de la présente course économique de l'Amérique, mais parce que c'est ce que la Bible prophétise.

Le parole sûre de la prophétie

Comme n'importe quelle famille qui a des tas et des tas de*choses*—une maison à huit chambres à coucher, trois véhicules de sport dans le garage, des vacances exotiques chaque été—l'économie américaine semble toujours être tout à fait prospère. Mais si ces «choses» sont financées par quelqu'un d'autre, vous n'avez pas besoin d'être un économiste en chef pour calculer qui est financièrement dans la meilleure position. Dieu dit: «Le riche domine sur les pauvres, et celui qui emprunte est esclave de celui qui prête» (Proverbes 22:7). *En seulement une génération,* LES ÉTATS-UNIS SONT PASSÉS DU PLUS GRAND CRÉANCIER DU MONDE À SON PLUS GRAND DÉBITEUR.

Les investisseurs étrangers sont disposés à financer la dette américaine à cause de leur économie dépendant de la consommation, par les Américains, de marchandises étrangères. Aussi longtemps qu'il y aura quelque chose à tirer pour eux, ils continueront à financer la dette américaine.

Mais qu'arrivera quand ils ne profiteront plus des échanges commerciaux? La*Trompette* sait ce qui arrivera. Nous en parlons à nos lecteurs depuis des années. C'est que, maintenant, vous pouvez le lire dans vos journaux! ▪